

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE



Bulletin d'information
du groupe de travail « Afrique » de la LCR

n°16 / nov 2008 / Prixlibre

Edito

LES PAYS FRANC CFA ET LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE

Avec la crise de la dette des années 80, les pays africains subissent les injonctions des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale...) et doivent mettre en place des programmes d'ajustement structurel : les dépenses publiques vont en priorité au remboursement du service de la dette. Cela a entraîné - entre autres - des licenciements massifs dans la fonction publique, une réduction des subventions, et des privatisations dans toute l'Afrique. Cas particuliers, les 15 pays de la Zone Franc ont eu à affronter une dévaluation de moitié de la valeur du Franc CFA (1) en janvier 1994, ce qui a grandement contribué à abonder une dizaine de ces

États à la fin de la liste de classement à l'Indice de développement humain (IDH) de l'ONU (et de les faire figurer dans l'initiative Pays Pauvre Très Endetté). Aujourd'hui les formes de protection publique des populations (sécurité sociale, chômage, retraite...) sont donc devenues minimales dans bien des pays africains - tandis que l'ONU constate que l'Afrique est créancière nette du reste du monde en termes financiers. Notons que la récente crise alimentaire s'ajoute à cela, comme l'illustrent les nombreuses révoltes populaires face à la vie chère sur le continent.

La crise actuelle se manifeste par un étranglement du crédit (credit-crunch) qui aura des implications sur les conditions et garanties des nouveaux prêts tandis que les primes de risque augmenteront, ainsi que les taux d'intérêts de ces prêts. Elle se manifeste également dans la baisse des cours des matières premières non agricoles dont l'Afrique dépend à plus des 2/3 pour ses rentrées de devises (et donc pour rembourser la dette bien souvent

odieuse). Les Accords de Partenariat Economique (APE) ACP-UE verrouillent le tout, en stimulant la concurrence inter-zone et intra-zone pour éviter les cartels de pays producteurs, si bien que 40% des exportations africaines partent pour l'Europe alors que les exportations intra-africaines atteignent 9 % à peine (OMC-2006).

Dans ce cadre là, la Zone Franc ne sera pas épargnée. Elle a un poids démographique et économique

comparable à celui du Nigeria pour une étendue 6 fois plus grande. Le fait marquant est que les pays de la Zone Franc ont abandonné toute souveraineté sur la question monétaire : plus aucun contrôle

des changes ni des mouvements de capitaux. Tout se fait en France et une grande partie des réserves de devises de ces pays est au Trésor Public à Paris sur des comptes d'opération !

Avec le taux de change 1€ > 1\$, les exportations (pétrole, bois, minerais variés - dont l'uranium pour AREVA au Niger, souvent dernier au classement IDH -, cacao, coton, pêche etc...) sont trop chères sur les marchés mondiaux (où la cotation se fait souvent en \$) ce qui accroît la relation de dépendance vis-à-vis de l'UE et vide de sens les perspectives de développement régional. Les produits importés sont moins chers mais c'est sans compter les subventions européennes (sans parler de l'APD liée et l'obligation primordiale de rembourser la dette). Il suffit de voir les stations services de Cotonou en chômage technique et la multitude d'échoppes au bord des routes vendant l'essence du Nigeria en bonbonne en verre de 25 litres pour comprendre que le mécanisme de domination monétaire qu'est le Franc CFA vient grandement



Sommaire

Edito

Les pays franc-CFA et la crise.

Actualités du continent

RDC : le Nord-Kivu aux mains des seigneurs de la guerre.

Mouvements sociaux aux Maghreb.

Esclavage en Mauritanie.

Tunisie : lutte des prisonniers politiques (2ème partie).

Campagne

Exposition Areva ne fera pas la loi au Niger

Débats et polémiques

Obama 2008

Mémoire

Hommage à Youssef Chahine

A lire

Chinafrique

Agenda

simplifier le pillage des ressources naturelles, y compris pour les mafias extérieures à la Zone Franc qui n'ont pas confiance dans la stabilité de leurs monnaies nationales et font un placement sûr. Les principes essentiels du Franc CFA (libre transférabilité et libre convertibilité garanties par l'État Français) permettent surtout le rapatriement des bénéficiaires et favorise la fraude et l'évasion fiscale, alors que toute décision se peut se prendre qu'avec l'aval des français au sein des divers Conseils d'administration.

Ces États ne peuvent prétendre à une quelconque politique allant dans le sens de la satisfaction des droits de leurs populations puisqu'ils sont attachés à rétribuer leurs créanciers. Alors que l'épicentre de la crise financière et économique se situe aux États-Unis et en Europe, les peuples d'Afrique seront donc touchés par les répercussions à l'échelle mondiale.

Reno S.

(1) Franc des Colonies Françaises d'Afrique avant les indépendances, puis Communauté Financière Africaine pour 8 pays d'Afrique de l'ouest ou Coopération Financière d'Afrique Centrale pour 6 pays d'Afrique Centrale, les 3 Francs (avec le Franc Comorien) n'étant eux-mêmes pas convertibles entre eux.

Actualités du continent

LE NORD-KIVU AUX MAINS DES SEIGNEURS DE LA GUERRE

Les accords de paix de Goma, signés en janvier 2008, avaient suscité beaucoup d'espoir en République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Ils n'ont jamais été réellement respectés et les violences contre les populations n'ont fait que croître. Actuellement, le général déchu, Laurent Nkunda, chef du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), est aux portes de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, à la frontière du Rwanda, et il dispose d'une milice bien armée. Quant à Joseph Kabila, le président du pays, devant l'incapacité de son armée, il pousse la mission de l'Onu (Monuc) à une confrontation directe contre Laurent Nkunda, refusant toute négociation directe.

Les causes de cette guerre sont multiples et anciennes. Laurent Nkunda explique le maintien de sa milice par la nécessité de protéger la communauté tutsie des persécutions menées par des réfugiés hutus du Rwanda, dont certains sont d'anciens génocidaires. Beaucoup d'observateurs voient, derrière le CNDP de Nkunda, la main du Rwanda, qui ne désespère pas d'accaparer les importantes richesses minières de la région. Et c'est bien cela, le problème. Les différentes exploitations des carrières de diamants ou de coltan (matériau indispensable pour l'électronique) permettent à une multitude de seigneurs de guerre de financer leur milice et de terroriser les populations. Les principaux bénéficiaires de cette tragédie sont les grandes industries du luxe ou de l'électronique occidentales.

Nous reviendrons plus amplement sur les enjeux et l'actualité de ce conflit dans notre prochain numéro.

MOUVEMENTS SOCIAUX AU MAGHREB

La France a beau avoir des liens privilégiés avec le Maghreb, c'est dans un silence médiatique assourdissant que se poursuit la criminalisation des luttes sociales !

En Tunisie, les procès des animateurs du mouvement du Bassin Minier se sont déroulés tout l'été. On attend celui des « 38 », qui concerne entre autres A. Hajji et M. Cherbib, inculpés d'association de malfaiteurs et financement de rébellion. La liberté d'expression est violentée. Les journalistes de la chaîne indépendante Al Hiwar Ettounsi, la seule à avoir forcé le black out en relayant par satellite des images de Gafsa, sont en butte à des brimades permanentes. Fahem Boukadous est poursuivi pour « diffusion d'images portant atteinte à l'ordre public ». Le 24 octobre lors d'une réunion à l'initiative des syndicats de l'enseignement primaire et secondaire au siège de l'UGTT, la police a encerclé les locaux, brutalisant militants et avocats. La société civile n'abandonne pas, et il faut saluer le rôle des femmes dans la mobilisation solidaire.

De part et d'autre de la Méditerranée, messages de soutien et communiqués affluent, tel cet appel unitaire d'organisations tunisiennes au président Ben Ali. P. Braouzec, parlementaire français, a interpellé en séance le Ministre des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme, et une lettre ouverte

émanant d'organisations syndicales françaises et de la LDH est adressée à Kouchner et Yade. Une délégation politico-syndicale doit se rendre dans la région de Gafsa en novembre pour exiger la libération des prisonniers politiques.

Le constat n'est guère plus brillant au Maroc. On se souvient avec quelle brutalité la répression s'est acharnée sur



les révoltés de Sidi Ifni : blessures, maltraitements, humiliations, tortures. Le bilan est de 22 emprisonnements, 2 condamnations et 9 libérations provisoires. La volonté de nuisance et d'intimidation du gouvernement ne fait aucun doute et ne répond en rien à la

situation socio-économique du pays, gangrené par la corruption et le clientélisme.

Nouvelles preuves, s'il en est besoin, des atteintes à la liberté d'expression : les condamnations de blogueurs : Fouad Mourtada crée un faux profil du frère du roi sur Facebook ; Mohammed Erajji dévoile les faveurs accordées par le roi. Une justice expéditive les condamne, puis les relâche pour vice de procédure. Yassine Belassal, lycéen de Marrakech, est condamné à 18 mois en 1ère instance pour avoir désacralisé la devise « Dieu, Patrie, Roi » en « Dieu, Patrie, Barça ». Remis en liberté provisoire le 29 octobre, il attend son procès le 5 novembre. Il a dénoncé ses conditions d'incarcération: entassé avec 91 détenus de droit commun, soumis à de mauvais traitements et des conditions d'hygiène honteuses. Le FC Barcelone s'active à sa libération, nommant une avocate espagnole et entamant des démarches officieuses avec les autorités marocaines. Faut-il rappeler les fondements de la Démocratie que sont le respect du droit à l'organisation, à la liberté d'expression et de manifestation ?

Gisèle F.

MAGHREB : DERNIERE MINUTE

Une vague de libérations, dont celle de Zakia Dhifaoui, est intervenue à l'occasion du 21e anniversaire du coup d'État de Ben Ali. Cependant, elles ne sont que conditionnelles : tout ancien prisonnier qui ne respecterait pas les conditions de sa libération peut être de

nouveau arrêté et forcé de purger le reste de sa peine par décision du ministre de la Justice, sans procédure judiciaire, ou encore être placé en résidence surveillée pendant la même période. Ceci ne doit pas masquer le fait que, les 2 jours suivants, 14 personnes

ont été condamnées à des peines de 5 ans de prison, et 8 à 6 ans et 7 mois dans l'affaire du bassin minier de Gafsa, peines les plus lourdes prononcées à ce jour dans le cadre de ces événements.

ESCLAVAGE EN MAURITANIE : UNE PRATIQUE QUI PERDURE, UNE HYPOCRISIE D'ETAT

Bien qu'aboli par un décret en 1981, l'esclavage perdure toujours en Mauritanie, sous des formes très différentes.

Lors de son discours d'investiture, l'actuel président, Mr Sidi Ould CHEIKH Abdallahi avait reconnu de facto les pratiques esclavagistes sévissant encore en Mauritanie. Cette attitude de rupture avec les anciens régimes était saluée sur le plan national et international et obtient le plébiscite des partis politiques et du peuple tout entier. C'est une reconnaissance et une consécration d'une vérité pour laquelle tous les démocrates et militants des droits de l'Homme n'ont cessé de se battre. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Malgré la promulgation de la loi N °2007-48 portant incrimination et condamnant les pratiques esclavagistes, on constate que les cas sont toujours innombrables. Des dizaines d'affaires sont attestées par la Commission nationale des Droits de l'Homme. Après la cogitation sur l'existence ou non de l'esclavage, l'heure est venue de réfléchir aux moyens les plus efficaces qui permettront de tourner la page et d'assurer la cohésion nationale.

Toutefois, des manœuvres politiciennes perdurent pour que le système clanique et esclavagiste perdure ou, tout du moins pour ralentir la mise en pratique réelle de la loi 2007-48. Ceci est particulièrement vrai au sein même de la radio-télévision d'Etat qui reste muette ou continue de banaliser les souffrances d'êtres humains toujours aux prises avec leurs négriers. Pourtant, une campagne médiatique sensibilisation sur le sujet est créée. Toutefois celle-ci montre très vite ses limites puisqu'on y aborde uniquement la question des séquelles de l'esclavage. Lors de l'émission « Adwa » le présentateur focalise ses invités sur ce thème et gare à celui qui voudrait évoquer, entre autre, le cas des Haratines, pourtant véritables victimes de ce mal, même si d'autres composantes nationales en souffrent. Ceci rentre dans le plan d'action savamment orchestré par les forces rétrogrades dont sont membres les esclavagistes eux-mêmes.

On comprend mieux leur réticence à se voir accusés de crime contre l'humanité, tout en tentant de mettre les bâtons dans les roues d'un Etat qui, visiblement, manque de moyens pour faire appliquer la loi. Sous le régime de TAYA, la pratique de manipulation des médias était notoire. Il suffisait juste de regarder le semblant de journal télévisé pour s'en rendre compte. Pas de torture, pas de répression à l'encontre des étudiants, etc., etc. Aujourd'hui on constate l'hypocrisie d'une telle émission. Parler des choses tout en les contournant, c'est le meilleur moyen de ne pas en parler du tout, tout en persuadant l'opinion publique du contraire. Et c'est surtout les moyens de ne pas froisser les véritables tenants économiques du pouvoir. Les victimes, quant à elles, n'auront que leurs yeux pour pleurer sur leur sort. Il est encore très loin le temps où elles pourront être reconnues en tant que telles et pouvoir enfin se reconstruire une vie.

Mariam SERI SIDIBE

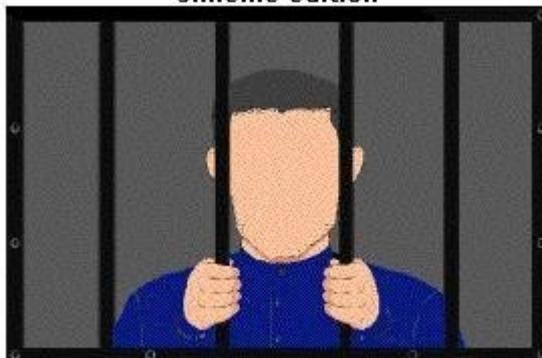
LES LUTTES DES PRISONNIERS POLITIQUES EN TUNISIE (2ème partie)

La lutte pour la survie a longtemps constitué l'essentiel des revendications des prisonniers politiques. Accéder à une couverture, un matelas, la douche, la télévision, le courrier, les livres, le droit à la prière, les journaux, les médicaments, une visite, un couffin qui parvienne intact, contre les mauvais traitements, tout cela suppose réclamations, courriers, et pour finir des grèves de la faim à répétition. La grève de la faim s'est imposée au cours des ans comme l'unique moyen de lutte puisque le détenu est isolé de ses pairs, de sa famille, du monde. Toutes les générations ont mené ces combats individuels, parfois jusqu'à la mort. Certaines grèves de la faim sont menées collectivement, par prisons, contre les mauvaises conditions d'emprisonnement, et durant les années 90, les militants du mouvement Nahdha parvenaient à déclencher un jeûne dans toutes les prisons à l'occasion du 10 décembre, journée de commémoration de la déclaration universelle des Droits de l'Homme, tradition qui décline depuis qu'il ne reste que quelques militants de ce parti en prison.

Les revendications politiques sont en général celle de la libération (grève de la faim individuelle) ou la solidarité avec les Palestiniens. La seule formation politique

Journée internationale de soutien aux prisonniers politiques en Tunisie

Sixième édition



Vendredi 23 février 2007

en capacité de couvrir l'ensemble des prisons fut la Nahdha. La génération actuelle des « salafistes » emprisonnés sous couvert d'anti-terrorisme, n'est pas organisée au plan national et elle est par ailleurs regroupée dans la seule prison de Mornaguia (Tunis) pour des raisons d'instruction, puis ventilée ensuite sur le reste des prisons. Nouvelle venue et non

structurée à l'origine, elle n'était pas en capacité d'organiser un mouvement sur les prisons au niveau national. Toutefois, avec leur concentration sur la prison de Mornaguia et la généralisation des mauvais traitements, ils ont, par leur grève massive (plus de 400 détenus) en août 2008 pour l'indépendance de la justice, jeté les bases d'un mouvement carcéral collectif. Car les prisonniers ne peuvent s'organiser en tant que tels, ni agir collectivement dans les prisons, puisqu'ils sont en isolement ou en « cachot ambulante » du fait de l'interdiction qui leur est faite de communiquer avec quiconque. Néanmoins, le régime des transferts incessants qui leur fait visiter toutes les prisons du pays, leur rend possible la connaissance d'une réalité carcérale nationale et des contacts secrets avec leurs pairs. Leur condition et leurs luttes sont désormais connues. Dans les années 90, la peur régnait. Les familles, seuls soutiens des prisonniers, luttaient pour la survie individuelle des leurs, mais le silence prévalait. Et d'ailleurs, à qui s'adresser ? Au plan national, les soutiens associatifs étaient rares et faibles, chaque parti prenant la défense de « ses » prisonniers, quant au plan

international, qui les aurait crus, Soutenus ? Personne, ou presque. Les exilés ont tenté d'accréditer auprès d'une opinion publique pour le moins dubitative la réalité carcérale tunisienne.

Pourtant les nouvelles sortent progressivement : à la fin des années 90, un prisonnier parvient à écrire et à faire publier en France un livre rédigé clandestinement en prison. Dès lors, les messages vont fuser, les appels au secours et les familles commencent à sortir de leur réserve. La promulgation de la loi anti-terroriste va unir les familles de ces jeunes dans une même révolte. Les familles s'organisent, se rencontrent, manifestent, publient et transmettent les informations à qui veut bien compatir et s'indigner. En 2007 est créé le Comité des Mères des victimes de la loi sur le terrorisme, puis d'autres regroupements à la limite de l'informel. Elles sont aidées en cela par la généralisation des portables, de l'Internet. Enfin, la jonction entre des anciens prisonniers politiques et des familles de prisonniers va être à l'origine d'une nouvelle association : l'Association Internationale de Soutien aux Prisonniers Politiques-AISPP (non reconnue), qui va prendre en charge cette cause, pour la connaître de l'intérieur, et ne plus la déléguer à des militants de droits de l'homme, débordés

par toutes les atteintes aux libertés. Cette autonomie de l'action va être à la base d'une nouvelle mobilisation inédite, jetant dans le combat politique des centaines de femmes, rendues visibles, à défaut d'être reconnues. La répression sauvage qui s'abat sur les prisonniers en lutte et leurs familles n'a pas raison de leur détermination.

En parallèle, la lutte contre l'impunité prend son essor : des centaines de plaintes sont déposées en Tunisie. En exil, elles sont rendues possibles par des législations incluant la compétence universelle ou bien, elles sont déposées symboliquement devant le comité contre la torture de l'ONU. C'est ainsi que la cause des prisonniers politiques est devenue une revendication démocratique pouvant unir différents partis et la " société civile" et s'est imposée comme une question politique indissociable du combat pour le renversement de la dictature, ce qui ne pouvait se concevoir au début des années quatre vingt dix.

Au niveau international, certaines ONG sont au premier plan dans la solidarité, notamment Human Rights Watch, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Amnesty International, Reporters Sans Frontières.

Des comités ad hoc sont créés, avec un certain succès, tous les prisonniers concernés ayant été libérés avant la fin de leur peine.

Il reste que les organisations internationales ne luttent pas pour la libération des prisonniers politiques. Il est impératif de reprendre les principales revendications du mouvement démocratique tunisien : pour l'amnistie générale, le jugement des tortionnaires, l'abrogation de la brigade de la Sûreté de l'État (en 1987, Ben Ali avait aboli la cour de Sûreté de l'État, mais pas la brigade du même nom, connue pour être une brigade de tortionnaires), l'abrogation des amendements de 93 au code pénal, la suppression des Tribunaux Militaires, l'abrogation de la loi anti-terroriste, l'abrogation de la peine de mort.

Dans les pays démocratiques, il faut s'opposer à tous les renvois de demandeurs d'asile tunisiens. Une dizaine d'entre eux, renvoyés d'Europe après le rejet de leur demande, ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement à leur arrivée en Tunisie. Non à la torture par procuration !

Luiza Toscane



Campagne

EXPOSITION AREVA NE FERA PAS LA LOI AU NIGER

Jeudi 20 novembre 2008, 20h30-23h:30, au Centre Culturel Louis Jovet

(45 rue Georges Herrewyn, Bonnières-sur-Seine, France)

Entrée: participation libre. Les fonds seront reversés au Collectif Tchinchaghen pour la paix et la Solidarité au Nord-Niger

Festive, avec la venue du groupe Kel Assouf, cette soirée sera également l'occasion d'évoquer la situation actuelle du Nord- Niger, qui est le théâtre d'affrontements entre le MNJ (Mouvement des Nigériens pour la Justice) et l'armée nigérienne depuis février 2007: une région victime de ses richesses, particulièrement l'uranium...

Débat OBAMA 2008 : Suite des contributions

UN NOIR A LA MAISON BLANCHE ET (OU) L'ESPOIR DES DISCRIMINES DE LA "MAISON FRANCE".

Dans le dernier numéro d'*Afriques en Lutte*, l'article de Jean Yves D du Gard : « Un noir à la maison blanche, est-ce possible ? » m'est apparu scandaleux. Pour en faire la démonstration il suffit de remplacer dans son texte, à chaque fois qu'il apparaît, le mot noir par le mot blanc et vice versa. Ce qui donnerait par exemple : « Si

j'étais blanc, je me sentirais insulté si on pensait de moi qu'entre un blanc et un noir, je choisirai le blanc. J'aurais l'impression qu'on me met au même niveau qu'un petit noir raciste ». Cette version inversée démontre l'ineptie de ce type de raisonnement.

Jean Yves D. s'est-il senti insulté quand la LCR a choisi Besancenot comme porte parole ? Non, bien sûr, car la question ne s'est même pas posée de choisir entre un porte parole blanc ou un porte parole noir. En effet, la LCR, a, comme les autres partis et syndicats de gauche, un énorme retard sur la

question de la diversité dans le choix de ses portes paroles.

Avoir la volonté politique de combler ce retard ce n'est pas se mettre au même niveau d'un "petit raciste noir". C'est une nécessité et cela doit se faire par une politique volontariste visant non seulement à donner toute sa place dans le NPA à des porte paroles d'origine non européenne issus (ou non) des quartiers mais aussi en intégrant dans notre programme des revendications contre discriminatoire.

Sur ces questions, le mouvement ouvrier français a un sacré retard par rapport à la gauche étasunienne.

La jubilation qu'expriment les "minorités visibles" face à la perspective de l'élection d'un noir, Obama, comme

Président des États-Unis est une façon de transcender le constat amer qu'en ce qui concerne la lutte contre les discriminations, en France, quasiment rien ne bouge. Cela n'a rien à voir avec une quelconque adhésion au programme d'Obama. L'enthousiasme que suscite dans les quartiers sa possible élection doit nous interroger et il serait légitime que nous soit posées des questions de ce type : « Quand sera-t-il possible, en France, que l'Assemblée Nationale ne soit plus composée en grande majorité d'hommes blancs de cinquante ans ? Quand verront nous des portes paroles syndicaux s'appelant Abdel Thibaud, Fofana Chérèque, Barak Ashieri, Fouzia Coupé ou Isham Mailly ? ». « Que faites vous pour qu'un jour cela puisse être possible ? »

Si la gauche révolutionnaire n'intègre pas, dans ses revendications et son

programme, entre autres, des réponses à ces questions, d'autres y répondront dans une logique individualiste, marchande et clientéliste. C'est ce qu'on commencé à faire la droite et le patronat depuis quelques années.

Le 4 novembre 2008, pour l'élection d'Obama, je n'aurais pas un regard méprisant pour ceux qui feront la fête parce qu'ils se réjouiront qu'un noir aura été élu Président des Etats-Unis. Cette joie sera aussi la mienne, d'abord parce que les états-uniens racistes auront pris une bonne claque dans la gueule, ensuite, parce que les minorités visibles, qui, en France, se réjouiront de cette victoire, se sentiront encouragées dans leur lutte contre les discriminations qu'elles subissent.

JPR d'Aubervilliers

Histoire/Mémoire : HOMMAGE A YOUSSEF CHAHINE

Que connaissons-nous de Youssef Chahine ? Sans doute un film, *Le Destin*, nommé pour la palme d'or à Cannes en 1997. Mais que connaissons-nous d'autre du cinéaste engagé ? Les rétrospectives en son hommage n'abondent pas en France, sauf peut-être à l'Institut du Monde Arabe à Paris (<http://www.imarabe.org/temp/films/films2008/films.html>) où une rétrospective de ses films est proposée. Elle dure jusque au 23 novembre avec, entre autres à ne pas rater, son dernier film *Le Chaos*. Rendre hommage à Chahine, c'est mettre en avant toute une richesse culturelle et cinématographique marginalisée par les impérialismes occidentaux, et tout particulièrement connaître l'Égypte. Voici l'excellent hommage de Dalia Said Mostafa, traduit au mieux du numéro 2113 du *Socialist Worker* (<http://www.socialistworker.co.uk/art.php?id=15660>).



En mémoire du plus grand réalisateur égyptien

Dalia Said Mostafa rend hommage à la vie du réalisateur égyptien Youssef Chahine.

Le décès de Youssef Chahine survenu le 27 juillet signifie pour l'Égypte la perte du dernier grand réalisateur de la génération des années 50. Ses films ont introduit des techniques révolutionnaires tout comme des thèmes avant-gardistes qui tournent autour de grandes questions telles que la liberté, l'identité et la justice.

Chahine est le réalisateur et le producteur le plus connu sur la scène internationale. Cette renommée ne s'explique pas seulement par la qualité de ses films, la multitude des thèmes abordés ainsi que par les techniques cinématographiques que l'on y retrouve, mais elle s'explique aussi parce que beaucoup de ses films ont été visionnés et primés dans de festivals internationaux. En 1997, Chahine a été récompensé pour l'ensemble de sa carrière cinématographique au festival de Cannes. Chahine a été le seul réalisateur égyptien à avoir été honoré par les festivals de Berlin, Cannes et Venise.

Chahine est né à Alexandrie en 1926 au sein de la classe moyenne chrétienne. Il étudia au Victoria College à Alexandrie, puis il voyagea aux États-Unis pour apprendre métier d'acteur au Pasadena Playhouse en Californie.

Il mena un combat persistant contre le cinéma commercial et l'utilisation de la propagande au cinéma. Chahine réalisa son premier film, *Papa Amin*, en 1950, et les 57 années suivantes il réalisa plus de 40 films et il développa sa technique cinématographique dans un style qui fut propre. Tout au long de sa carrière, Chahine fut un exemple de l'artiste d'avant-garde dont l'art parvint à représenter tout comme son engagement critique vis-à-vis des questions de société, de ses contradictions et de ses problèmes.

L'art et la société vont de pair dans les films de Chahine, une particularité qui a rendu son cinéma profondément controversé, pas seulement en Égypte mais aussi dans l'ensemble du monde arabe. Comme Samir Farid, critique de cinéma égyptien, l'a remarqué, la défaite

de 1967 de la guerre face à Israël, combiné avec l'imposant mouvement mondial étudiant de 1968, ont été des tournants dans le cinéma de Chahine et ils impactèrent la forme et le fond de ses œuvres cinématographiques. Son cinéma devint plus audacieux, plus critique et plus agressif vis-à-vis des pouvoirs autoritaires et oppresseurs.

A travers ses films, Chahine a déclenché des débats et discussions cruciaux à propos de la question nationale, de la cause palestinienne, du nationalisme arabe et de la question de l'identité. Ses films ont souvent représenté le quotidien des marginaux, des paysans, et du prolétariat urbain, en prêtant une grande attention au détail de leur situation. Par conséquent il fut un casse-tête pour les autorités en Égypte et ses films ont souvent été sujets à la censure. Cependant, il n'a jamais fait de compromis par égard pour l'état, et il continua d'être extrêmement critique de la corruption que ce soit envers tous les régimes dictatoriaux, ou n'importe quel régime en général.

Chahine a toujours participé aux débats politiques et il argumenta en défense de la liberté d'expression, de l'égalité hommes femmes, et pour la libération de la Palestine. Il joignit sa voix à la protestation, en même temps que celle de millions d'autres égyptiens contre la politique l'impérialiste des Etats-Unis au Moyen-Orient. En 2000 il bâtit le pavé dans les rues du Caire pour soutenir la seconde Intifada (soulèvement) palestinienne et en 2003 il rejoignit les manifestations contre la guerre en Irak. Encore en 2006 il participa aux manifestations contre l'offensive israélienne au Liban.

Il continua à faire des films jusqu'à son dernier souffle. Son dernier film fut *Heya Fawda* (Le chaos), réalisé en collaboration avec Khaled Youssef. Le film traite de la sévère et brutale répression qui s'est abattue sur la liberté d'expression en Egypte ainsi que le chaos et la répression causés par ceux qui abusent du pouvoir et de l'autorité. Ce film parvint à universaliser les thèmes de l'oppression, du pouvoir, et de la démocratie, et il a été visionné au 64ème festival du film de Venise.

Certains des films de Chahine resteront toujours des références dans le cinéma égyptien. Parmi ceux-ci :

- *Gare centrale* (1958) où Chahine lui-même joua le rôle principal d'un pauvre vendeur de journaux à la gare



principale du Caire. Le film traite des questions de classe, de la violence, du fantasme, et du désir sexuel.

- *Saladin* (1963) est une épopée historique et politique à propos du combat continu contre les agressions et les injustices extérieures.

- *Le Moineau* (1973) est une dénonciation de la corruption qui mena à la défaite dans la guerre contre Israël.

- *Le Retour du fils prodigue* (1976) est une comédie musicale politique qui décrit la déchéance totale d'une famille bourgeoise, fruit des sévères contradictions qui dominaient les relations parmi ses membres.

Chahine a aussi produit une série de films autobiographiques en quatre parties. Elle commence par *Alexandrie... Pourquoi ?* (1978) pour lequel Chahine obtint le prix spécial du

jury au festival du film de Berlin en 1979, suivi d'*Une histoire égyptienne* (1982), *Alexandrie encore et toujours* (1989), et finalement d'*Alexandrie-New-York* (2004).

L'un des travaux documentaires les plus importants de Chahine est *Le Caire illuminé par ses habitants* (1991), une fantastique représentation du Caire vue par le réalisateur qui est toujours interdite en Égypte.

Chahine a aussi participé à un court-métrage, *Onze minute dix secondes*, en collaboration avec d'autres réalisateurs à renommée internationale à propos de leurs points de vue sur les attaques terroristes du 11 septembre.

Youssef Chahine sera toujours reconnu comme le courageux réalisateur et producteur indépendant d'Égypte. Il introduisit un nouveau cinéma et eut un grand impact sur des générations de réalisateurs en Égypte et dans le monde arabe.

Dr Dalia Mostafa (Chercheuse post-doctorale dans le département d'études Moyen-orientales à l'université de Manchester. Ses recherches actuelles portent sur les représentations visuelles et littéraires à Beyrouth depuis la guerre civile libanaise.)

Cultures/Lectures

CHINAFRIQUE

Un spectre hante l'esprit des « experts » européens de l'Afrique : c'est la percée de la Chine sur le continent. Celle-ci a donné, au cours des douze derniers mois, à de nombreux articles dans la presse française, de *20 minutes* jusqu'au quotidien *Le Monde* en passant par le magazine *Afrique-Asie*, et maintenant aussi à la publication d'un livre.

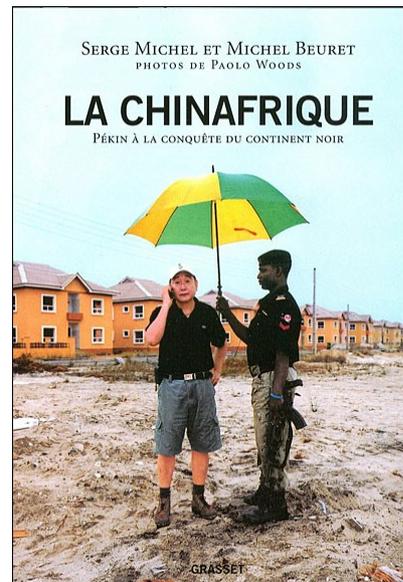
Intitulé *La Chinafrique* et sous-titré « Pékin à la conquête du continent noir », celui-ci, paru la mi-2008, a donné lieu à son tour à de nombreux compte-rendu dans la presse. Ses auteurs sont Serge Michel, correspondant du *Monde* pour l'Afrique de l'ouest - habituellement installé à Dakar -, et le journaliste suisse Michel Beuret. Les deux journalistes, qui ont voyagé dans une douzaine de pays africains spécialement pour suivre les traces de la présence chinoise, étaient accompagnés du photographe Paolo Woods qui a livré un certain nombre de clichés révélateurs.

Le commerce bilatéral entre l'Afrique et la Chine a été multiplié par cinquante entre 1980 et 2005, et son volume est

passé de 10 à 55 milliards entre l'année 2000 e 2006. Certains pronostiquent qu'il atteindra 100 milliards en 2010 (Michel/Beuret, p. 13), mais il faudra attendre si les effets de la crise économique mondiale permettent d'émettre des prévisions linéaires.

Surtout, les Chinois se comportent vis-à-vis des pays concernés avec beaucoup moins d'arrogance que les Occidentaux « expatriés » : là où le cadre français va exiger sa climatisation, son « boy », son chauffeur et sa villa, l'ingénieur chinois va vivre sobrement et dormir aux côtés de « ses » ouvriers dans le hangar de l'usine.

Le « modèle » chinois brille par la différence vis-à-vis de avec l'arrogance affichée par les Occidentaux présents sur le continent. Cependant il repose, pour une majeure partie, sur l'exploitation (et/ou parfois l'auto-exploitation) de la force de travail humaine, de l'ouvrier détaché sur un chantier en Afrique jusqu'aux ingénieurs et cadres chinois. La main-d'œuvre africaine n'est pas mieux traitée, et souvent pire, les difficultés de



communication linguistiques contribuant à ce que l'énervement mutuel monte vite. Que ce soit du Congo-Brazzaville ou de la Zambie, les auteurs rapportent aussi des exemples où des travailleurs africains, embauchés sur des très grands chantiers ou dans des mines par des sociétés chinoises - mais très mal rémunérés et donc peu motivés - sont régulièrement frappés ou maltraités par des contremaîtres chinois.

Pour finir, la présence économique de la Chine n'est pas sans apporter certains avantages aux populations africaines (comme elle permet aux régimes de jouer sur la concurrence entre les puissances) : elle leur a permis

d'accéder plus facilement à la consommation, les prix de nombreux produits - des jouets et tissus jusqu'à la moto - ayant beaucoup baissé en raison de l'offensive chinoise à l'exportation.

Cependant ce n'est pas toujours sans poser des problèmes, comme le démontre l'exemple très récent du lait frelaté vendu par la Chine - sur son marché intérieur, mais aussi à des pays comme le Burundi - et qui a empoisonné et tué de nombreux enfants. Les textiles chinois sont parfois accusés d'être de mauvaise qualité, voire de la pacotille, et leur forte présence n'est pas sans attiser la haine des commerçants locaux. Michel/Beuret citent l'exemple du Sénégal où la vague de produits

d'importation chinois a déclenché la fureur des petits commerçants, cette dernière ayant débouché sur des violences de rue contre des Chinois. Cependant les auteurs notent aussi que cela a provoqué une forte réaction : « L'association des consommateurs du Sénégal (Ascosen) rejointe par des groupes de défense des droits de l'homme et des syndicats des travailleurs, à même organisé des marches de protestation contre "l'intolérance, le racisme et la xénophobie (...)" ». (V. page 211) Un bel exemple d'antiracisme et d'universalisme à l'heure de la mondialisation...

Les auteurs soulignent toutes ces contradictions, et ils ont tout à fait raison

de le faire. Cependant il doit leur être reproché que, peut-être à force de se focaliser sur l'avancée de la Chine, ils vont un peu (trop) vite en besogne pour enterrer le bon vieux joug occidental (économique), et surtout la Françafrique néo-coloniale. (« Aujourd'hui, l'illusion que la France joue un rôle déterminant en Afrique n'est plus donnée que par les discours de la vieille garde Ainsi que par le réseau très volontariste de la Francophonie et la présence de bases militaires françaises sur le continent », voir p. 153. Justement, cette dernière présence militaire n'est peut-être pas aussi négligeable que les auteurs ne semblent le croire...)

Bertold DU RYON

AGENDA

Rassemblement contre la visite de Blaise Compaoré à l'Élysée

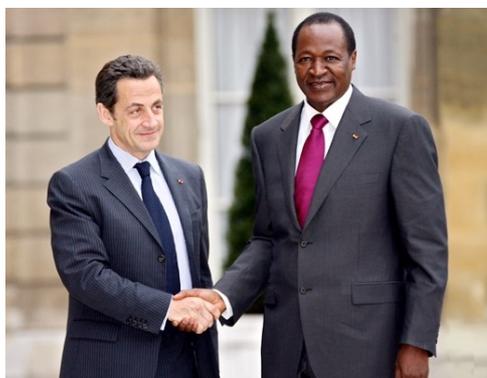
lundi 17 novembre à 18h au Trocadéro,

parvis des Droits de l'Homme à Paris.

Arrêtons le soutien aux dictateurs !

Soutenons les peuples africains !

Non à la caution politique du régime dictatorial de Blaise Compaoré par l'état français !



A la tête de l'État Burkinabé depuis plus de vingt ans, à la suite d'une usurpation sanglante du pouvoir qui s'est soldée par l'assassinat du Président Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaoré est annoncé en France où il sera reçu le 18 Novembre à l'Élysée par Nicolas Sarkozy. Le chef de l'État français s'apprête ainsi,

une fois encore, à renier la promesse faite au soir de son élection en mai 2007, d'être un intrépide défenseur de la cause des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde, et en particulier en Afrique. En effet, son invité du 18 novembre prochain a bâti son pouvoir et une fortune colossale, qui se chiffre en milliards, à travers une longue série de crimes économiques et de sang, dont la plupart sont consignés dans des rapports de l'ONU et restés à ce jour impunis. Lire la suite sur <http://survie.org/article1308.html>

A l'appel de : AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique), AFASPA Comed (Comité Méditerranée), Agir ensemble pour les droits de l'Homme, commission internationale d'Alternative Libertaire, ARDHD (Association pour le Respect des Droits de l'Homme à Djibouti), association Baraka, Bulletin Afriques en lutte, CADTM-France (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), CEDETIM, CNT (Confédération Nationale du Travail), Collectif CAAC-Comores, Collectif de France Affaire Norbert Zongo (COFANZO), Cridev (Centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples / Ritimo), Droits devant !, FCD (Fédération des Congolais de la diaspora), association Ishtar, LCR, Les Verts, Mouvement des Indigènes de la République, Organisation de Femmes Égalité, Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Respaix Génération Conscience, Section France du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples, Survie.

11E SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Du samedi 15 au dimanche 23 novembre : la 11e Semaine de la solidarité internationale vous invite à participer à plus de 5000 animations originales et conviviales partout en France. Grand rendez-vous national et décentralisé, la Semaine de la solidarité internationale est l'occasion pour des milliers d'acteurs - associations, collectivités, écoles, universités, syndicats, comités d'entreprises, etc. - de proposer au public des pistes concrètes pour agir en citoyen-ne solidaire. Promouvoir les droits de l'homme, acheter équitable, épargner et voyager solidaire, respecter l'environnement, s'engager comme volontaire de solidarité internationale, devenir bénévole... toutes les thématiques de la solidarité internationale seront à l'honneur. Marchés équitables, expositions, projections de films, jeux, conférences, repas du monde, ateliers multimédias, concerts... les acteurs de la solidarité internationale vous proposent des animations qui mêlent découverte et réflexion. Prendre conscience des enjeux qui traversent notre monde, s'engager en faveur de plus de justice et de solidarité... c'est l'objectif de la Semaine de la solidarité internationale. Le monde bouge... Et vous ? - Rens. 01 44 72 89 79 / communication@lasemaine.org <http://www.lasemaine.org>

« LES JEUDIS AFRICAINS DE SURVIE ILE-DE-FRANCE »

- Jeudi 20 Novembre, 19h : réunion sur l'Interpellation des élu-e-s. Ce jeudi africain sera la 3ème réunion de travail du groupe interpellation des élu-e-s: inventaire des contacts, synthèse des informations, thèmes, organisation selon les 3 méthodes d'interpellations distinguées : questionnaire de recherche de contact, courriers au élu-e-s privilégiés pour des rendez-vous et un approfondissement, courriers(iels) en diffusion large selon l'actualité. Lieu : la Maison des Associations du 3e.

- Vendredi **21 novembre**, 20h : « Cameroun: 40 ans après les massacres, le pillage continue ». Evénement organisé par Survie Paris Ile-de-France dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale et dans le cadre de la campagne de Survie 'Diplomatie, business et dictatures'. Avec Pius Njawé, journaliste militant pour les droits humains et la liberté de la presse au Cameroun, fondateur du journal Le Messenger, emprisonné à plusieurs reprises, et un-e représentant-e de l'Union des Populations du Cameroun à Paris (sous-réserve Augusta Epanya). Au FIAP (salle Bruxelles sous-réserve), 30 rue Cabanis, 14e, M° Saint-Jacques.

20h : Projection du film 'Cameroun, autopsie d'une indépendance' de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, documentaire, 52 min, 2007, France 5 / Program 33.

21h : Conférence-Débat: "Des massacres des années 50-60 à la dictature actuelle, le pillage continue"

- Mercredi **26 novembre** : théâtre-débat 'Le destin d'un clandestin' par la Cie Bou-Saana, suivi d'un Débat 'Françafrique et migrations'. « Un homme jeune, face à son avenir. Il est Sénégalais. Il pourrait être Marocain, Kurde ou Colombien. Un choix très restreint : rester au pays et ne pas vivre ou partir au risque de périr. Il part. Tente toutes les manières possibles de franchir ces frontières des pays où ... il suffit de se baisser pour ramasser de l'argent. Prendre quelques sacs et les remplir : quand ils seront bien garnis, il rentrera... Mais les fantasmes ont leurs limites : celle de la réalité, celle des contrôles de police. Notre clandestin va vivre toutes les aventures, des plus drôles aux plus tragiques. C'est un personnage qui nous prend à témoins. Il nous permet d'approcher la douleur indicible de ceux qui n'ont plus rien à perdre- sauf leur vie ! Au grand Parquet - 20 bis rue du département 75018 Paris

- Jeudi **27 novembre** : soirée sur le Cameroun, organisée par les Indigènes de la République et le groupe Frantz Fanon, et qui fera suite à la soirée du 21 novembre. A Bagnolet.

- Vendredi **28 novembre**, 20h : conférence-débat 'Un autre développement pour l'Afrique'. Avec Odile Tobner, présidente de Survie, Olivier Chantry du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, Aziz Fall, politologue, professeur de sciences politiques, d'anthropologie, en relations internationales et en développement international à l'université McGill et à l'UQAM, ancien coordonnateur du réseau québécois contre l'apartheid, fondateur et membre du GRILA (groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique), se battant également contre l'impunité dans l'affaire de l'assassinat de Thomas Sankara. Au FIAP (salle Bruxelles sous-réserve), 30 rue Cabanis, 14e, M° Saint-Jacques

- Samedi **29 novembre**, 14-22h : Survie Paris Ile-de-France participera à « Ombre sur la Françafrique au Divan du Monde, organisé par Origines et ICTV ». Projection débat 'Une mort de style colonial. Patrice Lumumba, une tragédie africaine' de Thomas Giefer (2000, 52 min) et 'Fratricide au Burkina, Thomas Sankara et la Françafrique' de Didier Mauro et Thuy-Thiên Ho (2006, 52 min). Débat avec Aziz Fall, Odile Tobner et Anne-Cécile Robert du Monde Diplomatique. Pour terminer concert du musicien sénégalais Wasis Diop. www.ombresfrancafrique.net

Plus d'information à suivre sur le nouveau site de Survie Paris Ile-de-France : www.survie-paris.org

FESTIVAL MIGRANT'SCENE - 15 au 30 novembre

Pour la troisième année, La Cimade organise le Festival *Migrant'scène* du 15 au 30 novembre prochain. L'objectif est d'abord de fêter les migrations. Au travers de débats, de témoignages et de rencontres artistiques, l'envie est aussi de renouer avec la dimension humaine, intime et collective, des migrations et d'interroger les désordres du monde qui les sous-tendent. Pour l'édition 2008, le festival a choisi de donner la parole aux femmes en migrations. Loin de l'imaginaire collectif, presque la moitié des personnes migrantes sont des femmes. Elles ne migrent pas seulement pour rejoindre leur famille. Elles partent pour étudier, travailler, quitter un contexte politique ou social. Femmes et étrangères, elles sont confrontées à des difficultés particulières. Pourtant, elles relèvent de nombreux défis. Reines sans couronnes, le festival fera entendre leur voix au travers de manifestations festives et de débats. Des approches artistiques multiples donneront corps à leurs histoires. Chaque événement sera suivi de rencontres avec les équipes artistiques et des invités, pour mieux aborder la diversité des migrations féminines. Le festival aura lieu dans une quinzaine de villes en France, du 15 au 30 novembre 2008. En Ile-de-France, le festival commence le samedi 15 novembre, à 18 heures, à l'Espace Jemmapes, avec une conférence animée par Dominique Rousset (France Culture) et réunissant Madjiguène Cissé, marraine du festival, Alain Touraine et Nacira Guénif-Souilamas, sociologues. La journée d'ouverture continuera avec un concert de Fatoumata Diawara. Des manifestations auront ensuite lieu à Confluences (20è), au Lavoisier Moderne Parisien (18e), au CENTQUATRE (19è), au Local (11è), au Studio de l'hermitage (20è)... Tous les renseignements sont sur le programme ci-joint et sur le site www.migrantscene.org.



VILLES DES MUSIQUES DU MONDE, un festival qui voyage et nous fait voyager...

Du 17 octobre au 23 novembre, 18 villes de Seine-Saint-Denis et Paris (18ème) se transforment en Villes des Musiques du Monde aux rythmes des concerts, créations, rencontres autour d'un repas, d'un stage ou d'un film : autant de moments privilégiés, dédiés à l'échange et à l'exploration de l'univers des artistes. [...] Méditerranée des musiques, Suites Latines, Grooves et Mélodées d'Afrique, Souffles tziganes et des Balkans, Sur la Route de la Soie, Odyssée des Musiques Insulaires, Vibrations Urbaines : sept itinéraires musicaux offrent un large panorama de musiques des quatre coins de la planète, et la possibilité pour le spectateur de s'ouvrir au monde. Chaque escale dans une ville est un rendez-vous particulier, à la rencontre du public là où il se trouve, au détour d'un apéro, d'une projection de film, d'une pratique instrumentale ou d'un repas en musique... Sans oublier les Rencontres Mix, où s'expérimentent le croisement des disciplines artistiques et des pratiques, entre amateurs et artistes. Des musiques urbaines à la Méditerranée, des Îles aux Balkans, de l'Asie aux résonances latines, l'automne promet d'être vibrant et coloré !

Une riche et belle programmation, à des tarifs ensoleillés, sur <http://www.villesdesmusiquesdumonde.com/site2008/festival.php>

Pour nous contacter : E-mail : afriquesenlutte@yahoo.fr ; site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

LCR : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél.: 01 49 28 52 99 — site web: <http://www.lcr-rouge.org>, lcr@lcr-rouge.org.